

INITIATIVE CITOYENNE**« Youth4Governance » encourage les étudiants de l'USJ à rencontrer l'administration publique**

Vingt étudiants de l'Université Saint-Joseph seront recrutés, grâce à cette nouvelle plate-forme électronique, pour deux mois de stage dans la fonction publique.

Anne-Marie EL-HAGE

C'est l'histoire d'une initiative citoyenne baptisée #Youth4Governance (Jeunesse pour la gouvernance) qui ambitionne de garder la jeunesse au Liban, contribuer au développement de l'administration publique et à la fois impliquer cette jeunesse dans la bonne gouvernance et la transparence au sein de la fonction publique. C'est l'histoire d'un partenariat entre trois acteurs, une université privée, l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, une entreprise privée, Siren Associates, et l'Inspection centrale libanaise. Un partenariat qui vise à bâtir une citoyenneté en mettant en relation des étudiants de l'USJ et nombre d'administrations publiques en recherche de stagiaires. Car les étudiants peuvent certes gagner crédits et formations lors de stages dans la fonction publique, mais ils peuvent aussi apporter leurs compétences, leur créativité et le sang neuf nécessaires au développement de ces administrations.

Hier, au rectorat de l'USJ, projet et partenariats ont été lancés, lors d'une cérémonie en présentiel et virtuelle, Covid-19 oblige. La cérémonie a vu la participation du recteur de l'établissement, le père Salim Daccache, du président de l'Inspection centrale, le juge Georges Attié, de la coiniciatrice du projet et présidente de l'Institut des finances Basel Fleyhane,

Lamia Moubayed, et du PDG de Siren Associates, Jonathan McIvor.

La jeunesse doit bâtir un État qui lui ressemble

Le projet part de l'effondrement actuel de l'État, de la nécessité pour la jeunesse de reprendre espoir en apprenant à faire la différence, et pour l'administration publique d'utiliser les compétences des étudiants pour mieux se réformer. La plate-forme Youth4Governance donne désormais l'opportunité aux étudiants de l'USJ de postuler pour une vingtaine de stages de deux mois, rémunérés et dotés de 4 crédits ECTS dans différents domaines au sein de ministères et d'institutions publiques, parmi lesquels les ministères du Travail, de l'Industrie, de la Justice, des Affaires sociales... ou les Forces de sécurité intérieure. « Nous partons du principe que notre État nous appartient. Les jeunes ne pensent plus qu'à partir. Or ils peuvent reprendre espoir en bâtissant un État qui leur ressemble », explique Lamia Moubayed. Il faut aussi dire que la jeunesse actuelle méconnaît les rouages de l'administration publique. « Il est nécessaire que la jeunesse estudiantine fasse connaissance avec la fonction publique qui est le pilier de l'État », précise-t-elle. Et de rappeler que l'administration publique, autrefois l'une des plus prestigieuses du monde arabe, aujourd'hui minée par les crises à répétition et le clientélisme politique, a plus que jamais besoin de cerveaux créatifs et compétents, « de personnes soucieuses de faire la diffé-

rence ». « Nous sommes engagés à faire la différence, renchérit pour sa part Jonathan McIvor, dont l'entreprise soutient les masters à l'USJ. Nous voulons aider les étudiants libanais à connaître leur potentiel et à s'investir dans les institutions publiques. »

L'initiative est aussi l'occasion pour l'USJ de renouer avec le service public à travers ses étudiants. « Notre vœu est exaucé, en tant qu'université, de renouer avec le service public à travers ses étudiants », souligne pour l'occasion le père Salim Daccache, parrain du projet citoyen. « Ce rapprochement constitue un acte de foi dans l'avenir de notre pays. C'est aussi un acte citoyen que de connaître, mais aussi de se préparer pour être au service de l'État », ajoute-t-il. Car insiste le père recteur, « l'une des missions de l'université est d'être un acteur et un moteur de développement ». Une mission « prévue par la charte de l'USJ et son plan stratégique pour les années 2018-2025 ». Le défi est osé certes, mais en permettant à ses étudiants de « faire connaissance avec les rouages de l'État », et de se mettre « au service de l'intérêt commun », l'USJ entend bien « peser dans la conduite des réformes nécessaires pour que l'État soit viable ».

La justice sociale, ultime objectif

La cérémonie a vu la présence du vice-recteur, Toufic Rizk. De même étaient présents les membres du comité de conseil chargés d'encadrer les étudiants au cours de leur stage : Léna Ghannagé, doyenne de la faculté de

droit et de sciences politiques, Karim Bitar, directeur de l'Institut des sciences politiques, Carole Alsharabati, initiatrice du projet au sein de l'entreprise Siren Associates et ancienne directrice de l'Institut de sciences politiques, et enfin Lamia Moubayed.

« Transformer les difficultés en opportunités, avec pour vision la justice sociale. » Le message du président de l'Inspection centrale, Georges Attié, se veut plein d'espoir, malgré la crise et le délitement de l'État. « La jeunesse est la seule richesse nationale qui nous reste, lorsqu'on a tout perdu », martèle-t-il, insistant sur la nécessité de préserver les compétences des jeunes et leur pouvoir de décision. Car après tout, « le Liban est notre État » et il faut le préserver. L'Inspection centrale, rappelons-le, est au cœur du processus de réforme du secteur public, conduit avec l'entreprise Siren Associates dans le cadre d'un partenariat entre les secteurs privé et public. « Nous avons travaillé d'arrache-pied pour créer la plate-forme Impact Lebanon, première plate-forme numérique de l'État libanais », dit fièrement M. Attié. Une plate-forme qui non seulement « réunit toutes les municipalités » dans un objectif de développement, mais qui en temps de pandémie, permet aux citoyens de tracer l'évolution du virus, d'obtenir une autorisation de sortie les jours de confinement et de s'inscrire pour la vaccination... « Mettre en relation étudiants et fonction publique peut aller très loin, particulièrement dans un objectif de bonne gouvernance », commente Carole Alsharabati.